

12.030

Immobilienbotschaft VBS 2012

Message sur l'immobilier du DDPS 2012

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 22.02.12 (BBl 2012 2813)

Message du Conseil fédéral 22.02.12 (FF 2012 2591)

Nationalrat/Conseil national 07.06.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Fournier Jean-René (CE, VS), pour la commission: C'est lors de sa séance du 13 août 2012 que la Commission de la politique de sécurité a examiné le message sur l'immobilier du DDPS 2012. Le projet prévoit cinq crédits d'engagement, pour un montant total de 407,8 millions de francs. L'effort est mis sur les investissements dans l'infrastructure d'instruction de l'armée, avec quelque 160 millions de francs, de même que sur l'infrastructure d'engagement de l'armée avec environ 90 millions de francs. Ces projets de construction auront des effets positifs sur l'emploi dans toutes les régions linguistiques de la Suisse. Les crédits d'engagement demandés se répartissent comme suit: des nouvelles constructions pour environ 66 millions de francs, soit 16 pour cent; des réfections, des assainissements pour 342 millions de francs, soit 84 pour cent du crédit.

Une attention particulière a été portée par la commission sur le fait que les crédits demandés s'inscrivent dans le cadre des besoins futurs de notre armée en développement et en ligne avec le maintien de la substance du parc immobilier existant. L'armée dispose d'un parc immobilier de plus de 24 000 objets dont 11 000 sont désaffectés ou en voie de l'être et 15 000 sont nécessaires au bon fonctionnement de notre armée d'aujourd'hui et de demain. La désaffectation des 11 000 objets qui ne sont plus nécessaires au bon fonctionnement de l'armée est très gourmande en ressources et en coûts.

La situation de l'aéroport de Dübendorf et de ses contrats de location dénoncés par le Contrôle fédéral des finances est actuellement en phase de régularisation et l'assurance nous a été donnée qu'il n'y aura pas de nouveaux préjudices dans cette affaire.

En ce qui concerne les crédits d'engagement eux-mêmes, la commission fait les commentaires suivants. A propos du montant de 52,25 millions de francs, qui est demandé pour la première étape de l'assainissement total de la place d'armes de Bure, relevons qu'une deuxième étape de 33 millions de francs est prévue en 2014 et une troisième de 25 millions de francs en 2016.

La place d'armes de Bure est un centre d'instruction de l'infanterie et des troupes mécanisées de première importance pour notre armée. Ces dernières années, plus de 150 millions de francs ont été investis sur cette place, mais essentiellement dans des installations et des infrastructures d'instruction telles que des simulateurs ou des villages d'exercice. Ce sont actuellement des infrastructures utilisées par la troupe qui exigent des investissements lourds.

Le crédit d'engagement de 52,2 millions de francs concerne quatre bâtiments construits dans les années 1960 et abritant les logements de la troupe. Ces bâtiments ne répondent plus aux normes d'hygiène, ni aux normes contre les incendies, ni aux normes sismiques, pas plus qu'aux standards actuels de ce type de construction devant abriter de la troupe mixte et en formation prémodulaire. Ces bâtiments faisant l'objet d'une protection du patrimoine, le coût du mètre carré de leur transformation et rénovation est dès lors élevé, soit près de 2217 francs par mètre carré.

Relevons encore que le taux d'occupation de la place d'armes de Bure est très élevé puisque pas moins de trois bataillons d'infanterie et trois bataillons mécanisés y accomplissent leur cours de répétition annuel. Ajoutez-y les écoles de recrues et l'utilisation occasionnelle par des tiers – no-

tamment des polices cantonales, par exemple –, et vous obtiendrez une occupation annuelle de près de 50 semaines sur 52.

La commission a encore émis les remarques suivantes.

La première remarque concerne la mise en soumission des travaux et la possibilité de constituer des lots de dimension suffisamment restreinte pour permettre aux entreprises régionales de soumissionner tout en respectant les dispositions de la loi sur les marchés publics.

La deuxième remarque concerne le respect des normes Minergie: le respect de ces normes permettra une économie d'énergie très importante, entre 60 et 70 pour cent par rapport à aujourd'hui. Toutefois, ces bâtiments seront toujours chauffés par une centrale, un chauffage bois-mazout qui chauffe également d'autres bâtiments. La commission a émis le vœu que dans les étapes ultérieures se pose la question de savoir si l'utilisation d'autres sources d'énergie ne serait pas plus appropriée.

Le deuxième crédit d'engagement à faire l'objet d'un examen attentif de la part de la commission est un crédit de 35,9 millions de francs pour la rénovation du téléphérique desservant une station radar militaire. Il en existe quatre de ce type dans notre pays. Elles sont indispensables à la sécurité aérienne non seulement militaire, mais également civile. Ces objets immobiliers sont classifiés.

Des quatre stations radar militaires, celle desservie par le téléphérique qui fait l'objet du crédit d'engagement précité est la plus importante, car son rayon d'action englobe la quasi-totalité du territoire suisse. Cette installation fonctionne 24 heures sur 24, 365 jours par an. Le téléphérique à remplacer est vieux de 60 ans; il s'agit de construire une nouvelle installation sans station intermédiaire et correspondant aux normes actuelles de sécurité. Les coûts sont très élevés mais néanmoins acceptables étant donné qu'il s'agit d'un chantier de haute altitude.

La commission a reconnu la nécessité de cet ouvrage, mais elle s'est interrogée fortement au sujet des coûts engendrés par les exigences Minergie et d'autres exigences environnementales ainsi que par l'obligation de démanteler les installations existantes. Ces réflexions sont également valables dans le cas de la construction de projets destinés à l'industrie touristique, rendus difficilement réalisables étant donné le coût parfois disproportionné engendré par nos exigences légales.

La commission vous propose également d'accepter le crédit d'engagement de 18,4 millions de francs pour la réalisation d'un nouveau tronçon du réseau de transmission en fibre optique à large bande entre le pied sud du Jura et la Gemmi.

La privatisation de Swisscom en 2006 a soulevé la question de la nécessité d'un réseau de fibre optique indépendant pour des raisons de sécurité et d'amélioration de la redondance. Le DDPS est colocataire du câble existant traversant le tunnel du Lötschberg, cette solution n'est toutefois pas optimale. En cas d'accident naturel ou de circulation dans le tunnel, les risques de coupure ou de destruction de cette autoroute informatique sont relativement élevés. D'une part, le DDPS ne peut exercer aucun contrôle sur cette installation, et, d'autre part, la capacité du câble existant est insuffisante pour répondre aux besoins grandissants de transport de données. Notons que le coût d'un mètre linéaire de câbles est de 40 francs sur le plateau et de 125 francs en montagne.

Tout en vous recommandant d'approuver ce crédit d'engagement, la commission a demandé au département un rapport sur les risques que court ce type d'installation de transport de masses de données, notamment par rapport aux tremblements de terre, aux incendies, aux éboulements ou aux inondations, mais également sur les risques liés au détournement et au vol de données. Ce rapport devra aussi porter sur le potentiel de dommage de tels événements.

La commission vous propose également d'accepter le projet de réfection des pistes de roulage de l'aérodrome militaire de Payerne. Payerne est l'aérodrome militaire le plus important de Suisse et le restera. Les pistes à rénover datent de 1940 et de 1950. Elles ont été conçues pour des avions

de huit tonnes et sont aujourd'hui utilisées par des F/A-18 de vingt tonnes. Cette réfection en profondeur est également rendue nécessaire pour des questions de sécurité. Des particules de béton et de bitume qui se détachent du tarmac peuvent endommager dangereusement les turbines des appareils.

Enfin, le crédit-cadre demandé de 246,7 millions de francs servira à réaliser différents projets d'un montant maximum de 10 millions de francs par projet. Il peut s'agir de la rénovation d'un ouvrage de commandement, de l'assainissement d'une installation d'approvisionnement en eau ou de la réalisation de mesures de sécurité. Ce crédit-cadre n'a pas fait l'objet de remarques particulières de la part de la commission.

Il en va de même du crédit-cadre d'environ 120 millions de francs qui servira à la réalisation de travaux de maintenance pour des infrastructures existantes tel que l'assainissement de plusieurs halles polyvalentes.

Enfin, les projets de construction dont la réalisation est proposée dans le projet sur l'immobilier du DDPS 2012 concernent toutes les régions linguistiques de la Suisse. Ces travaux procureront des emplois à environ 1130 personnes pendant deux ans.

Votre commission vous propose, à l'instar du Conseil national, d'adopter le projet d'arrêté fédéral sur l'immobilier du DDPS pour l'année 2012 en tenant compte des remarques formulées.

Maurer Ueli, Bundesrat: Die wesentlichen Punkte der Immobilienbotschaft dieses Jahres hat der Berichtersteller bereits ausgeführt. Wir investieren in grössere Vorhaben, das heisst in Waffenplätze, von denen wir wissen, dass sie so oder so auch langfristig gebraucht werden.

Das Hauptobjekt dieses Jahr sind die Kasernen in Bure, die wir in drei Etappen renovieren werden. In der ersten Etappe wird das 52 Millionen Franken kosten. Es folgen dann weitere Etappen in den späteren Bauprogrammen. In Bure handelt es sich um eine Anlage, die inzwischen etwa fünfzig Jahre alt ist und den Anforderungen nicht mehr genügt, sowohl in Bezug auf die Unterbringung der Soldaten als auch in Bezug auf Energiestandards, Unterhaltungspflichten usw. Die Anlage in Bure ist ein Objekt, für welches der Kredit von 52 Millionen Franken eigentlich unbestritten ist.

Es geht dann weiter mit den übrigen Projekten, im Wesentlichen sind es Unterhaltsarbeiten, sie wurden bereits angeht. Es gibt eine ganze Reihe von kleineren Projekten, bei denen der Unterhalt notwendig ist. Zum Teil sind es energetische Massnahmen, die wir machen, zum Teil sind es sanitäre Einrichtungen, die verbessert werden müssen, Kücheneinrichtungen usw., Wasserfassungen, Unterhalt im ordentlichen Bereich, der notwendig ist. Das ist eigentlich das Hauptprogramm.

Bei all diesen Vorhaben achten wir auf die energetischen Vorgaben, die Sie uns mit der Motion «Energieeffizienz und erneuerbare Energien bei VBS-Anlagen» (10.3346) gegeben haben. In Bure beispielsweise werden Fotovoltaikanlagen installiert. Im Sinne der angenommenen Motion überprüfen wir diese Vorgaben auch bei anderen bereits bewilligten Projekten und Objekten noch einmal. Wir sind gerade daran, im Armeelogistikcenter in Grolley zusammen mit der Gemeinde die Realisierung einer Holzschnitzelheizung zu prüfen, damit wir Ihre Vorgaben erfüllen. Das ist auf gutem Wege. Wir nutzen das Gelände, wir nutzen die bestehenden Anlagen, um die Energieeffizienz wo immer möglich zu verbessern.

Gleichzeitig werden wir in Zukunft eine Anregung aus Ihrer Kommission aufnehmen und prüfen, ob tatsächlich überall Minergie-Standard notwendig ist, auch wenn wir eine Unterkunft nur für wenige Wochen im Jahr benötigen. Ist dieser Standard in diesem Ausmass nötig, oder können wir allenfalls differenzieren? Wir werden das in Zukunft entsprechend auch ausweisen.

Wir sind jetzt daran, das Standortkonzept für die neue Armee zu erarbeiten. Wir sind in der Schlussphase. Dieses Standortkonzept gibt dann wieder die Hinweise, wo wir lang-

fristig investieren können und wollen und wo wir allenfalls aufgrund der neuen Gegebenheiten auf Gebäude verzichten müssen.

Noch zu Fragen, die in der Kommission offengeblieben sind: Es ging unter anderem um die Glasfaserkabel am Jurasüdfuss und über die Gemmi. Es stellt sich beim Projekt Gemmi die Frage, ob die Streckenführung über den Pass wirklich notwendig ist und weshalb die Leitung nicht durch den Tunnel geführt wird. Diese Frage haben wir inzwischen geprüft. Die Linienführung über die Gemmi ist tatsächlich notwendig, weil damit die Versorgung und Redundanz für eine wichtige Führungsanlage in dieser Gegend verbunden ist; sie braucht diese Leitung. Wir werden der Kommission aber grundsätzlich, wie wir das versprochen haben, einen Bericht über die Frage dieses Glasfasernetzes, über die Frage der Sicherheit zur Verfügung stellen. Beim Projekt Gemmi besteht aber diese besondere Situation, dass eine Führungsanlage damit verbunden wird. Daher ist dieses Glasfaserkabel über die Gemmi notwendig, damit die Redundanz geboten werden kann.

Die übrigen Vorhaben hat Ihnen der Kommissionspräsident eigentlich erläutert. Ich habe dem nichts beizufügen. Es geht um die Erneuerung einer militärischen Radarstation. Das ist zwar ein militärisches Grundbedürfnis, aber gleichzeitig werden in diesem Gebiet auch sicherheitspolitische Auflagen für den zivilen Luftverkehr – für Skyguide, die auf dieser Basis funktioniert, usw. – erfüllt. Da sehen Sie wieder die Multifunktionalität der Armee. Wir realisieren in der Regel mit Militärvorhaben gerade in diesen Bereichen auch Anliegen der zivilen Luftfahrt. In Payerne ersetzen wir die Flugbetriebsflächen, auch das ist eine Sicherheitsfrage. Diese Investition ist entsprechend notwendig. Das sind die wesentlichen Vorhaben.

Insgesamt bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen. Es sind alles Vorhaben, die ausgewiesen sind und die im Rahmen der langfristigen Armeeplanung Sinn machen. Den weitaus grössten Betrag brauchen wir einmal mehr für viele Unterhalts- und Reparaturarbeiten, die an unseren Immobilien fällig sind.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über die Immobilien des VBS für das Jahr 2012 (Immobilienbotschaft VBS 2012)

Arrêté fédéral sur l'immobilier du DDPS pour l'année 2012 (Message sur l'immobilier du DDPS 2012)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–7

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1–7

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Ausgabe ... 34 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 4

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses**Abstimmung – Vote*

Für Annahme der Ausgabe ... 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes ... 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

12.031

WEF 2013–2015 in Davos. Einsatz der Armee im Assistenzdienst

WEF 2013–2015 à Davos. Engagement de l'armée en service d'appui

Zweitrat – Deuxième Conseil

Botschaft des Bundesrates 22.02.12 (BBl 2012 2853)
Message du Conseil fédéral 22.02.12 (FF 2012 2633)

Nationalrat/Conseil national 07.06.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.12 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Hess Hans (RL, OW), für die Kommission: Unsere Kommission hat die Vorlage am 13. August dieses Jahres behandelt. Es wurden insbesondere folgende Punkte diskutiert: erstens die Anzahl der Armeeangehörigen, zweitens der Nutzen des Einsatzes für die Armee, drittens die Dauer des Einsatzes und viertens die Finanzen.

1. Die Anzahl der Armeeangehörigen: Die Zahl der tatsächlich eingesetzten Armeeangehörigen wurde in den letzten Jahren reduziert, sie wurde von ursprünglich 4700 im Jahr 2009 auf 3300 im Jahr 2011 heruntergefahren. Wir gehen bei unveränderter Sicherheitslage davon aus, dass es auch in Zukunft deutlich unter 4000 Armeeangehörige sein werden, die effektiv in den Einsatz kommen. Die Grenze von 5000 dient dazu, auf allfällig veränderte Sicherheitslagen reagieren zu können. Von den 3300 Armeeangehörigen werden etwa 2500 für den Betrieb der Flugplätze und die Luftüberwachung eingesetzt. Effektiv am WEF, vor Ort, sind maximal 800 Soldaten. Sie werden für die Bewachung von Objekten und zur Sicherstellung des Transportes eingesetzt. Es sind keine Armeeangehörigen im engeren Sicherheitsbereich tätig.

2. Der Nutzen des Einsatzes für die Armee: Der Einsatz beim WEF macht für die Armee Sinn. Es handelt sich um einen Echteininsatz mit allem, was das beinhaltet. Das ist die Herausforderung der Führung, die Leistungen müssen während 24 Stunden erbracht werden, dies teilweise auch unter erschwerten Bedingungen, kann es doch bis zu 20 Grad minus kalt werden. Der Einsatz gibt auch Rückschlüsse auf die Einsatzfähigkeit unseres Materials.

3. Die Dauer des Einsatzes: Die Botschaft geht von einer Dauer von drei Jahren aus. Damit erhalten die Organisatoren Sicherheit, und es besteht die Möglichkeit, das Ganze dann wieder neu zu beurteilen.

4. Die Finanzen: Strukturell folgt die Abgeltung des Bundes für die Jahrestreffen 2013 bis 2015 dem bereits bei den Jahrestreffen 2004 bis 2012 zum Einsatz gelangten dreistufigen Finanzierungsmodell. Bei Stufe 1, dem normalen Einsatz,

beträgt der Anteil des Bundes drei Achtel der Kosten des Kantons Graubünden, maximal aber 3 Millionen Franken pro Jahr. Stufe 2 umfasst die erhöhte Bedrohungslage für den Fall, dass die effektiven und begründeten Sicherheitskosten das Kostendach von 8 Millionen Franken pro Jahrestreffen überschreiten sollten. Hier stellt der Bund zusätzliche Mittel von gesamthaft maximal 750 000 Franken für alle drei Jahrestreffen im Zeitraum von 2013 bis 2015 zur Verfügung. Stufe 3 ist die ausserordentliche Bedrohungslage. Der Bund beteiligt sich im Falle ausserordentlicher Vorkommnisse – beispielsweise Terroranschläge, Attentate auf Politikerinnen und Politiker bzw. Wirtschaftsführerinnen und Wirtschaftsführer oder massive Drohungen, derartige Handlungen zu verüben – mit 80 Prozent an den zusätzlich anfallenden Kosten.

In den Jahren 2007 bis 2011 wurde keine Finanzierung der Stufen 2 bzw. 3 beansprucht. Neu verrechnet das VBS inzwischen sämtliche Kosten, die zusätzlich zu einem normalen WK-Betrieb entstehen, beispielsweise das Benzin für die Fahrzeuge.

Aufgrund der gemachten Ausführungen beantragt Ihnen die Kommission einstimmig, auf die Vorlage einzutreten. Zur Detailberatung hat die Kommission keine Bemerkungen. Die SiK-SR empfiehlt Ihnen einstimmig, der Vorlage in der Gesamtabstimmung zuzustimmen.

Schmid Martin (RL, GR): Auch ich möchte Ihnen beantragen, diesem Bundesbeschluss zuzustimmen.

Beim Jahrestreffen des World Economic Forum in Davos handelt es sich aus meiner Sicht um den wichtigsten ausserpolitischen Anlass der Schweiz, der jährlich durchgeführt wird. In den vergangenen Jahren wurde dieses Jahrestreffen teilweise auch kritisiert, und ich möchte einfach darauf hinweisen, dass sich dieser Anlass auch im Rahmen der öffentlichen Meinung sehr weit geöffnet und weiterentwickelt hat. Dazu beigetragen hat beispielsweise auch das Schweizer Fernsehen, welches heute und in den letzten Jahren entsprechende Debatten live übertragen und damit eben auch die bestehende Kritik, dass dort hinter verschlossenen Türen Diskussionen geführt würden, entschärft hat.

Aus ausserpolitischer Sicht bin ich überzeugt, dass es sehr wichtig ist, dass die Schweiz Plattformen bietet, wo sich eben die Welt in einem Dorf – obwohl Davos ja eine Stadt ist – treffen kann. Ich glaube, es ist auch die Rolle der Schweiz, welche wir eben Nachbarstaaten oder auch anderen Ländern anbieten können, dass man sich auf neutralem Territorium im Schnee zu unverbindlichen Gesprächen treffen kann. Das ist aus meiner Sicht ein unschätzbare Wert. Gleichzeitig ist aber auch darauf hinzuweisen, dass aufgrund der kantonalen Polizeihochheit der Kanton Graubünden selbst nicht in der Lage wäre, ohne Unterstützung das Jahrestreffen durchzuführen und insbesondere auch die internationalen Standards im Bereiche des Kongressschutzes zu gewährleisten. Ich möchte hier auch Bundesrat Ueli Maurer für die Zusammenarbeit mit dem Kanton danken. Es hat sich ein gutes Team etabliert, das funktioniert. Die Einsatzleitung liegt bei den zivilen Einsatzkräften, und die Armee unterstützt die zivilen Einsatzkräfte. Ich glaube, das ist ein ganz wichtiges Anwendungsbeispiel, wie man eben mit den verschiedenen Sicherheitspartnern in der Schweiz ein hohes Sicherheitsniveau erreichen kann, auch wenn vielleicht unsere Organisation aufgrund der föderalistischen Struktur komplizierter erscheinen mag, als das bei den umliegenden Ländern der Fall ist.

Ich möchte auch darauf hinweisen, dass sich die öffentliche Hand, die Gemeinde Davos und der Kanton, ebenfalls beteiligt, dass man hier im Sinne einer Kooperation versucht, ein möglichst guter Gastgeber zu sein.

Ich möchte Sie ebenfalls bitten, dem Bundesbeschluss zuzustimmen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Es geht hier also darum, dass Sie den Assistenzdiensteinsatz der Armee für die nächsten drei Jahre bewilligen. Auch aus Sicht des Bundesrates hat das WEF für die Schweiz eine grosse Bedeutung: Es ist eine